



initial

Histoire des XX^e-XXI^e siècles

1973

2000

La fin du monde bipolaire

TOME 3

**Serge Berstein
Pierre Milza**



Histoire des XX^e-XXI^e siècles

1973
2000

TOME 3

*La fin du monde
bipolaire*

initial

Sous la direction de

Serge Berstein

Pierre Milza

Serge Berstein

Gisèle Berstein

Yves Gauthier

Jean Guiffan

Pierre Milza



SOMMAIRE

CHAPITRE 1 La longue crise insolite des années 1970	4
Le déroulement de la crise : un scénario en cinq actes	6
Une crise insolite : la « stagflation »	12
Impact sectoriel et géographique de la crise	15
La gestion de la crise : du keynésianisme au libéralisme	20
CHAPITRE 2 La mutation du capitalisme et ses conséquences sociales et financières (1973-2000)	24
La renaissance du libéralisme économique	26
Les progrès techniques et la révolution de la communication	29
La réorganisation des entreprises : du fordisme au toyotisme	32
Les conséquences sociales des mutations de l'économie	36
La reprise déséquilibrée des années 1980	39
Le krach de 1987 et la première crise du néolibéralisme financier	45
Une fin de siècle prospère avec quelques ombres au tableau	50
CHAPITRE 3 D'un monde déstabilisé au triomphe apparent de l'hyperpuissance américaine (1973-2000)	56
Le tournant de 1973 : une remise en jeu des équilibres planétaires	58
Les affrontements communistes en Asie	61
En Afrique et dans l'océan Indien	63
Les nouvelles tensions internationales et leurs prolongements	67
Vers un nouvel ordre mondial	74
CHAPITRE 4 La crise américaine et le redressement libéral (1973-2000)	86
La crise économique	88
La crise politique (1973-1980)	92
Le retour au conservatisme (1980-1992)	99
La fin du conservatisme ? (1993-1996)	104
Le second mandat de Bill Clinton (1997-2000)	108
CHAPITRE 5 De la CEE à la mise en circulation de l'euro (1973-2002)	112
Les illusions perdues du Royaume-Uni (1974-1997)	114
De l'Allemagne de l'Ouest aux premiers temps de la réunification (1974-1998)	121
L'Europe méridionale de 1974 au début des années 2000	126
L'Europe une nouvelle grande puissance ?	132
CHAPITRE 6 L'échec de la tentative libérale en France (1974-1981)	138
De la crise économique à la crise sociale	140
La crise politique : un président sans majorité (1974-1978)	143
L'échec de la politique de Raymond Barre (1976-1981)	151

CHAPITRE 7 La France au temps des alternances	
et des cohabitations (1981-2002)	154
L'échec socialiste face à la crise (1981-1984)	156
Le tournant libéral des socialistes (1984-1988)	162
Le second septennat de Mitterrand (1988-1995)	166
Le septennat de Jacques Chirac (1995-2002)	175
CHAPITRE 8 L'URSS sous Brejnev (1974-1982)	184
Les institutions soviétiques	186
Le « brejnevisme »	189
La société soviétique	193
CHAPITRE 9 L'échec du communisme en Europe de l'Est (1982-1991)	198
La tentative réformiste de Mikhaïl Gorbatchev	200
1991 : de la fin du communisme à la disparition de l'URSS	208
La fin du communisme en Europe de l'Est (1989-1991)	215
CHAPITRE 10 L'Europe de l'Est à l'heure du postcommunisme (1991-2000)	226
Les difficultés de la démocratie et la montée des nationalismes	228
Le difficile passage à l'économie de marché	234
La Russie de Boris Eltsine	237
De Boris Eltsine à Vladimir Poutine	246
CHAPITRE 11 Un Japon dynamique	252
Le Japon face à la crise : adaptation ou défi ?	254
Mutations sociales et immobilisme politique	257
Une diplomatie en devenir	261
CHAPITRE 12 La Chine entre communisme et capitalisme (1973-2008)	264
La fin de l'ère maoïste (1973-1978)	266
Les « quatre modernisations » et l'ouverture de la Chine (1978-2008)	268
L'impossible démocratisation	275
CHAPITRE 13 Le tiers-monde dans la tourmente économique	
et financière (1970-2000)	280
Le tiers-monde à l'épreuve de la crise (1970-1990)	282
Un redressement économique inégal et fragile (1990-2000)	291
Des évolutions régionales très contrastées :	
vers l'éclatement du tiers-monde	292
CARTES ET INDEX	307 et 313

La longue crise insolite des années 1970

Les années 1970 marquent la fin de la longue période de croissance inaugurée dans les années 1950. Précédées de la réapparition du chômage et de l'inflation, elles voient naître une crise marquée par le dérèglement monétaire, deux hausses brutales des prix du pétrole et les graves difficultés des industries anciennes.

Les politiques de lutte contre la crise, fondées sur les pratiques keynésiennes, sont mises en échec par la combinaison inédite du chômage et de l'inflation, baptisée « stagflation ».

Cette crise va conduire à une redistribution au moins partielle des pôles dominants de l'économie mondiale.



SORRY
NO
GASOLINE

Wednesday



At Board Seen

McCALL DEALERS AGREE
Gas Rationing Set Monday

Portland
Mercury
Hits 12'



Nixon Calls
Meeting
Of Nations

OREGON
Journal
Published January 8, 1975

Le déroulement de la crise :

un scénario en cinq actes

► Deux signes avant-coureurs : chômage et inflation

C'est dans la seconde moitié des années 1960 qu'apparaissent des signes prémonitoires de la crise à venir, à commencer par l'apparition en pleine croissance économique d'un chômage modéré mais résistant et d'une tendance inquiétante à la hausse des prix dans les pays industrialisés. La conjonction de ces deux phénomènes, que l'analyse économique classique jugeait incompatibles, suggère l'apparition de discordances entre marché du travail, investissement productif et consommation. Quels que soient les ressorts qui ont armé le mécanisme inflationniste, celui-ci n'a pu fonctionner que grâce à l'assouplissement de la création monétaire au-delà de la tolérance des règles du système monétaire international (SMI) de Bretton Woods.

► La fin du système monétaire de Bretton Woods (1971-1973)

Dès 1967, le SMI entre dans une phase de crise aiguë. En novembre, la dévaluation « historique » de la livre sterling ébranle un peu plus le SMI de Bretton Woods déjà sérieusement menacé par l'affaiblissement inexorable du dollar. Face aux déficits qui se creusent, traduisant l'impossibilité des États-Unis à financer tout à la fois la conquête spatiale, la « grande société » souhaitée par l'administration démocrate et l'effort de guerre au Vietnam, les responsables du Trésor fédéral américain ne résistent pas à la tentation de recourir à la « planche à billets » en abusant des privilèges reconnus depuis 1945 à la monnaie dominante. Émis en contrepartie des déficits américains et multipliés par le jeu du crédit international, les dollars se répandent dans le monde (notamment en Europe sous la forme d'euro-dollars) au point de représenter en 1971 cinq fois la valeur des réserves d'or de Fort Knox. La création, en 1969, d'un nouvel instrument de paiement international, sous la forme de droits de tirage spéciaux (DTS) émis par le Fonds monétaire international (FMI) et gérés sous son contrôle, ne réussit pas à endiguer la marée des eurodollars.

C'est pour tenter d'enrayer ce mécanisme de crise financière que le président américain Richard Nixon annonce unilatéralement, le 15 août 1971, la suppression de la convertibilité du dollar en or. En décembre 1971,

un réajustement de la valeur des grandes devises entérine cette décision qui ébranle le SMI. En février 1973, une nouvelle dévaluation du dollar sonne le glas du SMI de Bretton Woods, le FMI perdant de fait le plus clair de ses pouvoirs de contrôle sur le respect des règles établies en 1945. Il s'ensuit un flottement généralisé des monnaies, qui aggrave les déséquilibres de l'économie en ajoutant les incertitudes de change aux écarts nationaux d'inflation. Quant à la dépréciation du dollar, monnaie dominante qui entre pour les deux tiers dans le règlement des échanges internationaux (et sert spécialement au paiement du pétrole), elle ne peut qu'inciter les exportateurs qui en ont la possibilité à revaloriser le cours déprimé de leurs produits d'exportation, à un moment où la surchauffe inflationniste de 1972-1973 pousse précisément à un très haut niveau la demande de produits de base.

DOCUMENT SOURCE

Les prodromes de la crise : le président Nixon annonce la fin de la convertibilité du dollar en or (15 août 1971)

« Le troisième élément indispensable pour construire la nouvelle prospérité est étroitement lié à la création de nouveaux emplois et à l'arrêt de l'inflation. Nous devons protéger la position du dollar américain en tant que pilier de la stabilité monétaire tout autour du monde [...].

Au cours des dernières semaines, les spéculateurs ont conduit une guerre totale contre le dollar américain. La force de la monnaie d'une nation est basée sur la force de l'économie de cette nation, et l'économie américaine est de loin la plus forte dans le monde.

Par conséquent, j'ai demandé au secrétaire du Trésor de prendre les mesures nécessaires pour défendre le dollar contre les spéculateurs. J'ai ordonné au secrétaire Connally de suspendre temporairement la convertibilité du dollar américain en or, à l'exception de quantités et de conditions déterminées pour être dans l'intérêt de la stabilité monétaire et pour les meilleurs intérêts des États-Unis. »

► Le premier choc pétrolier et la crise économique de 1975

Les principaux exportateurs de pétrole – l'énergie de la croissance – se sont, à l'initiative de l'Iran et du Venezuela, regroupés depuis 1960 au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) dans le but d'enrayer la dégradation de leurs revenus. La guerre israélo-arabe d'octobre 1973 fournit à l'OPEP l'occasion d'utiliser le pétrole comme une arme contre Israël et de durcir sa position en vue d'accélérer la mutation du marché pétrolier au profit des producteurs. Le prix du baril de pétrole brut, qui était passé de 2 à 3 dollars entre 1971 et octobre 1973, atteint 12 dollars en janvier 1974, soit un quadruplement en quatre mois. Dès 1974, ce choc pétrolier amplifie la hausse des prix dans les pays importateurs et opère simultanément, par l'augmentation des factures pétrolières, un prélèvement qui ampute leur produit national brut (PNB). La plupart des pays industrialisés se voient contraints de réduire leurs importations de pétrole devenu trop cher, donc de diminuer leur activité économique très dépendante des hydrocarbures.

Une sévère récession en résulte, qui pousse les entreprises à écouler leurs stocks avant de passer de nouvelles commandes. Le chômage s'aggrave brutalement. Il atteint globalement plus de 5 % des actifs dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), freinant la consommation et décourageant en conséquence l'incitation à produire, pendant que la hausse des produits pétroliers soutient l'inflation désormais supérieure au taux annuel de 10 % dans les pays industrialisés.

mise au

POINT L'OPEP

L'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole, OPEC en anglais : *Organization of Petroleum Exporting Countries*) a été créée en 1960 à Bagdad à l'initiative de l'Arabie Saoudite et du Venezuela, dans le but d'enrayer la baisse des prix du pétrole brut fixés par les grandes compagnies pétrolières anglo-saxonnes, et d'en influencer le cours en agissant sur le volume de la production pour augmenter les recettes des pays producteurs. Comptant à l'origine cinq membres (Iran, Irak, Koweït accompagnant les deux pays fondateurs), l'OPEP a reçu ensuite jusqu'en 1973 l'adhésion de sept nouveaux membres : Qatar, Indonésie, Abou Dhabi, Émirats arabes unis, Algérie, Nigeria et Équateur. C'est à partir de cette date que l'OPEP commence à peser fortement sur le cours des prix du pétrole (dont l'unité est le baril de 42 gallons américains soit 159 litres).

Le mécanisme de crise s'entretient de lui-même. La contraction de l'activité industrielle mondiale a pour effet logique de réduire fortement la demande de matières premières, dont les cours s'affaissent alors, en amputant les revenus déjà modestes des exportateurs du tiers-monde. Les pays pauvres se voient donc dans l'obligation soit de réduire leurs importations de biens industriels, provoquant une diminution supplémentaire de la demande mondiale, soit de s'endetter pour maintenir le niveau de leurs achats.

► L'insaisissable reprise (1976-1979)

De 1976 à 1979, les pays industrialisés courent après une reprise qui se dérobe constamment à leurs efforts. Réamorcée dès 1976, la progression du taux moyen annuel du PNB de la zone OCDE se fige à 3,4 %, soit deux points au-dessous de la période 1960-1972, et le volume des échanges internationaux n'augmente plus que de 4 % par an contre 7 % au cours de la décennie précédente. Ces indicateurs de reprise semblent néanmoins ouvrir des perspectives favorables dans la mesure où trois éléments positifs viennent les conforter.

D'une part, le prix du baril de pétrole n'augmente plus que modérément et se stabilise pratiquement à partir de 1977 aux alentours de 15 dollars le baril, tandis que les excédents financiers de l'OPEP se « recyclent » convenablement dans les pays industriels et alimentent les crédits nécessaires notamment aux pays en voie de développement, ce qui écarte le spectre d'une grave disette de capitaux, un moment tant redouté.

D'autre part, ces locomotives de l'économie mondiale que sont les États-Unis, l'Allemagne fédérale et le Japon connaissent entre 1975 et 1978 une croissance prometteuse de l'ordre de 5 % par an, tandis que dans le tiers-monde un certain nombre de nouveaux pays industriels (NPI) deviennent des partenaires dynamiques, même si leur concurrence est souvent dénoncée.

Enfin, les politiques de régulation conjoncturelle élaborées dans les principaux pays industrialisés paraissent capables de juguler la crise, en faisant alterner les phases de soutien de l'activité économique et les mesures d'austérité destinées à enrayer les dérives inflationnistes.

Dans ces conditions, le sentiment d'inquiétude né de la crise provient moins de la modestie des taux de croissance et de leur essoufflement progressif que de la persistance de deux déséquilibres fondamentaux.

En premier lieu, le désordre monétaire s'aggrave. Les accords de la Jamaïque officialisent, en janvier 1976, la disparition de l'or comme étalon monétaire et laissent chaque État membre du FMI libre de choisir sa politique monétaire, ce qui revient à entériner le flottement généralisé

des monnaies. Le cours du dollar s'effondre tandis que les pétrodollars (dollars gagnés par les exportateurs de pétrole brut) viennent s'ajouter aux eurodollars pour représenter, au printemps 1979, 720 milliards de dollars, énorme masse de capitaux génératrice d'inflation et facteur permanent de déséquilibre des marchés financiers par son extrême mobilité dans le temps et dans l'espace.

L'instabilité des marchés de matières premières n'est pas moins gênante. Après le fléchissement consécutif à la crise de 1975, les cours des produits de base connaissent deux poussées de fièvre fortes mais éphémères en 1977 et en 1979, entrecoupées de rechutes. Cette évolution en dents de scie contrarie les prévisions à moyen terme des importateurs et des exportateurs.

► La rechute de 1979-1982

La révolution iranienne de 1979 déclenche, de 1980 à 1982, un deuxième choc pétrolier alors que le marché des hydrocarbures est certes tendu mais sans excès.

L'interruption temporaire des livraisons iraniennes suffit à provoquer chez les opérateurs des comportements de panique qui déclenchent une montée déraisonnable des prix. Le baril se négocie à 32 dollars à la fin de 1980, soit un doublement du prix en une année. Cette hausse brutale renouvelle les effets du premier choc : surplus d'inflation et ponction du produit intérieur brut (PIB). Ce choc suffit à replonger dans la crise les pays de la zone OCDE. La croissance se ralentit fortement en 1980 et 1981 puis devient globalement négative en 1982. Le volume des échanges internationaux recule en 1981 et 1982 pour entrer dans une phase durable de stagnation. L'inflation franchit à nouveau la barre fatidique des 10 % en 1980 et le chômage frappe 10 % des actifs en 1982, rééditant par conséquent la combinaison de stagflation déjà observée en 1975.

Trois observations contribuent à rendre cette crise plus inquiétante encore que la précédente :

- celle-ci est d'abord plus sévère et plus générale, n'épargnant cette fois ni les économies socialistes qui entrent (en partie pour des raisons qui leur sont propres) dans une période de marasme irréversible, ni les pays du tiers-monde : même les plus puissants d'entre eux, comme le Brésil et le Mexique, ou les plus dynamiques, comme la Corée du Sud ou Taïwan, connaissent un fort ralentissement de leur croissance ;
- en second lieu, les premiers signes d'une baisse des prix du pétrole (annonciateurs d'un « contre-choc » pétrolier) apparaissent rapidement, révélant le caractère artificiel de la hausse de 1980 à un moment où

les importateurs ont les moyens de mettre en œuvre des énergies de substitution (multiplication des centrales nucléaires). Dès 1982-1983, l'OPEP enregistre une diminution de ses recettes globales, ce qui a pour effet de réduire ou même de supprimer le recyclage des pétrodollars qui avait précédemment alimenté le crédit international ;

- enfin, et c'est de loin le fait le plus important, les États-Unis ont adopté depuis 1979 une politique monétaire restrictive assortie de taux d'intérêt très élevés. Ce retour à l'orthodoxie libérale qu'accentue l'administration de Ronald Reagan a pour effet d'attirer aux États-Unis le plus clair des capitaux disponibles dans le monde en faisant considérablement monter le cours du dollar. Les importations libellées en dollars (les deux tiers du total mondial) renchérissent et, comme le crédit international devient rare et cher, les pays déficitaires sont acculés à diminuer leurs achats au détriment de leur activité économique. Parce qu'ils se sont beaucoup endettés pour soutenir leur économie dans les années 1970, quand le crédit était facile, et parce qu'ils n'offrent cependant plus assez de garanties pour obtenir de nouveaux prêts, les pays du tiers-monde et certains pays socialistes entrent dans une crise financière majeure. Dès l'été 1982, le Mexique, l'Argentine, la Pologne puis le Brésil se déclarent en cessation de paiement.

Des pays industriels développés soumis à deux chocs pétroliers en cinq ans, à ceux de l'OPEP désormais confrontés à une baisse de leurs recettes, puis aux économies socialistes en crise et à celles du tiers-monde au bord du gouffre financier, le monde entier paraît plongé dans un profond marasme. Rares sont les pays qui, comme le Japon ou ses voisins de l'Asie en développement, parviennent à préserver un taux annuel de croissance de l'ordre de 5 %. Il reste que la raréfaction du crédit, la baisse du prix du pétrole et, d'une manière plus générale, le retour à un libéralisme plus intransigeant, préparent les conditions d'une désinflation dont les premiers effets se font sentir dès 1982 dans l'OCDE.

Une crise insolite : la « stagflation »

► L'anomalie de la stagflation

La période de marasme économique qui s'ouvre en 1975 mêle des caractères classiques, communs à toutes les crises économiques modernes, et des symptômes plus originaux dont le plus déroutant est sans aucun doute la combinaison inédite de la récession et de l'inflation.

C'est en 1975 que le groupe des pays de l'OCDE, qui détient une position dominante dans l'économie mondiale, enregistre pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale un recul absolu de l'ordre de 1 % de son PNB global par rapport à l'année 1974, alors que les échanges commerciaux accusent en 1975 une contraction de 5 % de leur volume, soulignant ainsi d'emblée le caractère international de la crise. La dépression économique a cependant été évitée puisqu'entre 1975 et 1983, les grandes productions significatives ont continué à augmenter, bien que la croissance annuelle moyenne de l'OCDE se trouve ramenée au niveau de 2 % contre 5,4 % entre 1960 et 1972 et que la crise s'étende à toutes les régions du globe.

La poussée du chômage, qui touche 5,5 % des actifs de l'OCDE dès 1975 et plus de 10 % en 1982, traduit les ravages opérés sur la vie des entreprises par le ralentissement de la croissance. Pourtant, la montée du chômage résulte d'un mécanisme plus complexe car les créations d'emplois l'emportent globalement sur les suppressions, grâce notamment au dynamisme des industries de pointe, qui mettent en œuvre des techniques avancées, et à celui des activités liées au développement des services. Mais ces créations ne suffisent ni à compenser les pertes enregistrées dans les industries traditionnelles et, phénomène plus ancien, dans l'agriculture, ni à satisfaire la demande d'emplois nouveaux que renforce l'arrivée sur le marché du travail des générations nombreuses de l'après-guerre qui viennent remplacer, année après année, les classes creuses de la première moitié du siècle arrivées à l'âge de la retraite. La très forte demande de travail féminin qui caractérise les sociétés développées et qui accompagne la tertiairisation des économies amplifie ce phénomène démographique fondamental. En même temps, un nombre croissant de chefs d'entreprise cherchent la solution à la crise dans la modernisation de leur équipement productif, en bref dans la substitution d'un capital technique plus efficient à un travail estimé moins rentable. Au total, les pays de l'OCDE comptent ensemble 15 millions de chômeurs en 1975 et plus de 30 millions en 1982, aggravation qui annonce un problème durable et structurel.

C'est bien l'inflation, sa persistance et plus encore son accélération en période de chômage élevé, qui représente le caractère le plus original et le plus déroutant de la crise des années 1970. Dès 1975, la hausse des prix atteint 10 % et se maintient les années suivantes à ce niveau élevé d'inflation à deux chiffres, généralement jugé incompatible avec une saine gestion économique car il pousse les taux d'intérêt à des niveaux incompatibles avec le maintien de la consommation et de l'équilibre financier des entreprises. Résumée par le néologisme de « stagflation », cette combinaison inédite de l'inflation et du chômage contredit l'expérience des crises précédentes ainsi que l'enseignement théorique des économistes libéraux, la montée du chômage devant normalement neutraliser les revendications salariales, donc provoquer une baisse des rémunérations entraînant elle-même une diminution des coûts de production et finalement des prix à la consommation. La hausse des prix déforme les statistiques qui sont à la base des prévisions économiques. Elle fausse les conditions de la concurrence commerciale entre des pays qui connaissent des taux d'inflation sensiblement différents, et ruine tout effort d'harmonisation monétaire entre ces pays. D'une manière générale, elle alimente les comportements spéculatifs au détriment des options productives, seules capables d'apporter des solutions réelles à la récession et au sous-emploi. La maîtrise de l'inflation et du chômage constitue donc un objectif prioritaire des politiques de lutte contre la crise.

La stagflation dans les grands pays industriels

1. Ralentissement de la croissance et hausse des prix

(taux de croissance en pourcentage annuel moyen)

	Croissance du PIB en volume		Croissance de la production industrielle		Hausse des prix	
	1961-1973	1974-1980	1961-1973	1974-1980	1961-1973	1974-1980
États-Unis	4	2,1	5,2	1,9	3,2	9,2
Japon	9,6	3,6	12,3	2,5	6,2	9,6
Allemagne fédérale	4,3	2,2	4,9	1,3	3,3	4,7
France	5,4	2,6	5,4	2	5,1	11,1
Royaume-Uni	3,2	0,9	3	0,1	5,1	15,9
Italie	5,3	3,8	6,4	2,8	4,6	17,2

Source : *Ramses 1996*, Ed. Dunod/IFRI.

2. Ralentissement de l'effort d'investissement et des gains de productivité du travail (évolution en pourcentage annuel moyen)

	Évolution de l'investissement productif		Évolution des gains de productivité du travail	
	1960-1973	1974-1981	1960-1973	1974-1981
États-Unis	4,6	1,6	2,1	0,2
Japon	14,1	2	8,6	2,9
Allemagne fédérale	4,4	2,2	4,4	2,6
France	7,6	1,2	4,7	2,4
Royaume-Uni	4,5	1,7	2,8	1,2

Source : D. Auvers, *L'Économie mondiale*, La Découverte, coll. « Repères », 1989.

3. Évolution de l'emploi (taux annuel de croissance en pourcentage) et taux de chômage (en pourcentage des actifs)

	Évolution de l'emploi		Taux de chômage (moy.)	
	1961-1973	1974-1980	1961-1973	1974-1980
États-Unis	2	2,2	4,9	6,9
Japon	1,3	0,7	1,2	2,6
Allemagne fédérale	0,3	0	0,8	3,4
France	0,7	0,3	2	4,8
Royaume-Uni	0,3	0,1	2,1	3,9
Italie	- 0,5	1	4	5,1

Source : *Ramses 1996*, Ed. Dunod/IFRI.

4. La rechute de 1979-1983 (évolution en pourcentage annuel moyen)

	Croissance	Emploi	Chômage (taux en 1983)
États-Unis	0,9	0,5	9,5
Japon	3,8	1,2	2,6
Allemagne fédérale	0,5	- 0,8	7,5
France	0,9	- 0,4	8,1
Royaume-Uni	0,4	- 1,6	13,2

Source : D. Auvers, *L'Économie mondiale*, La Découverte, coll. « Repères », 1989.